

AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

DESCRIPTION DE LA DECLARATION	Référence dossier
Demande déposée le 26/06/2025 Affichage en mairie le 26/06/2025	N° AT05432925L0010
Par : LE CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE Représentée par : M. Jérôme Malfroy Demeurant : 6 rue Jean Girardet 54300 Lunéville Pour : Restructuration de la pharmacie à usage intérieur Sur un terrain sis à : 6 Rue Jean Girardet 54300 LUNEVILLE Parcelle(s) : AC 405, AC 716, AC 743, AC 773 et AC 774	

Madame le Maire de Lunéville,

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L111-8, L111-7, L 123-1 et L123-2,

Vu la demande de travaux susvisés,

Vu l'avis de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique en date du 17 juillet 2025 ;

ARRETE

Article 1 : est accordée la demande d'autorisation de réaliser les travaux cités en objet au sein d'un établissement recevant du public.

Article 2 : les prescriptions émises par la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique, annexées au présent arrêté, seront strictement respectées.

A Lunéville, le 20/08/2025
Pour le Maire, l'Adjoint délégué

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.